

Maurice Strong. Le ministre acceptera-t-il de déposer les contrats de Maurice Strong et de Joel Bell à la Chambre des communes, afin de faire connaître aux députés et au public le montant de leur traitement ainsi que les modalités de leurs contrats?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Madame le Président, je crois que ce genre de questions peuvent être discutées lors des études en comité qui ont lieu présentement.

[Traduction]

L'EXPÉRIENCE DU PRÉSIDENT

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Madame le Président, cela ne m'étonne pas que le ministre ne puisse même pas décider s'il permettra au Parlement de voir ces contrats ou non. Selon le gouvernement, la CDIC sera créée notamment pour améliorer la gestion des diverses sociétés de la Couronne. Quelle expérience au juste Joel Bell a-t-il du monde des affaires, qui le rend apte à diriger la plus importante société de portefeuille du Canada? Quelle expérience du commerce dans le secteur privé Joel Bell a-t-il au juste?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Madame le Président, M. Bell a eu des expériences très diverses dans le milieu des affaires, et je suis convaincu qu'il pourra très bien mener à terme les objectifs du gouvernement, afin d'assurer la remise sur pied des sociétés Canadair, de Havilland et d'autres qui en ont besoin.

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND—LES PERTES PRÉVUES

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, ma question s'adresse au même ministre, qui a sans doute remarqué hier que de Havilland, autre filiale d'une société d'État, a perdu 265 millions de dollars. Le ministre nous a dit, d'un ton inquietant, que le nouveau programme Dash-8 commençait à battre de l'aile. Apparemment, il faudra s'attendre à des pertes encore plus lourdes à l'égard de ce programme. Le ministre peut-il nous dire quel sera l'étendue de ces pertes et si nous sommes sûrs, cette fois, de savoir où nous allons?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Madame le Président, je dois rappeler au député que lorsque le ministre responsable a fait ces déclarations hier, il a également indiqué aux membres du Comité et au public en général que la Corporation de développement des investissements du Canada déposera avant la fin de l'année un plan stratégique complet de développement pour la de Havilland, et on saura à ce moment-là quel est ce plan, quels sont les objectifs poursuivis et les besoins de financement pour développer ce plan.

Questions orales

[Traduction]

L'APPUI DU GOUVERNEMENT

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, le ministre doit savoir, comme nous, qu'on nous demande d'approuver aujourd'hui diverses affectations de crédits et subventions pour de Havilland. Il n'est pas normal que nous attendions des mois avant de savoir à quoi nous en tenir. Le ministre peut-il nous préciser ce que son collègue a voulu dire en déclarant que de Havilland n'était pas autant subventionnée par l'État que ses concurrents de divers pays étrangers? Ces 265 millions ont-ils si peu d'importance pour le gouvernement qu'il puisse prétendre qu'il n'accorde pas là une aide importante à une filiale d'une société d'État?

● (1420)

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Madame le Président, je pense que les propos tenus par le ministre responsable sont faciles à déchiffrer. Il faut donc tenir compte du fait que la société de Havilland possède quand même quatre appareils importants qu'elle a développés, savoir le Twin Otter, le Buffalo, le Dash-7, ainsi que le Dash-8, lesquels l'ont été grâce aux investissements provenant du gouvernement fédéral. On sait, et j'ai donné cet exemple à plusieurs reprises, que plusieurs pays développent des appareils utilisés sur le plan civil à même des budgets militaires, ou encore à même des budgets de sociétés d'aviation appartenant à ces gouvernements. C'est en ce sens que le ministre responsable du dossier indiquait que dans d'autres pays, par exemple où l'on fait le développement de certains prototypes, les frais ne sont pas aussi visibles qu'ils le sont chez nous, étant donné qu'ils sont comptabilisés à d'autres endroits que dans les livres de la société qui en effectue le développement.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LA VENTE DE CHARBON DE L'OUEST AU CENTRE DU CANADA

M. Sid Parker (Kootenay-Est-Revelstoke): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme il le sait, l'Ouest canadien exporte environ 15 millions de tonnes métriques de charbon par année. Parallèlement, les marchés du centre du Canada importent environ 16 millions de tonnes de charbon américain chaque année. L'économie canadienne perd chaque année environ un milliard de dollars et 30,000 emplois du fait que nous ne fournissons qu'une quantité infime de charbon canadien aux marchés du centre.

Est-ce que le gouvernement serait disposé à lancer des études dans le dessein de promouvoir l'utilisation du charbon canadien, laquelle réduirait les sorties de capitaux, créerait des emplois et stabiliserait une importante industrie canadienne?